

ARRÊTÉ DU MAIRE**ARRETE DE VOIRIE REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT RUE
NOTRE-DAME DU PRE**

Le Maire de la Ville de Pont-Audemer,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes,

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82.213 relative aux droits et libertés des Communes,

VU l'article L 512-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le code de la route,

VU l'article 610-5 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

VU la demande écrite de l'entreprise MARRON TP représentée par Madame DELBART Karine, pour le compte de GRDF, en date du 23 Décembre 2025,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de terrassement pour réhabilitation des branchements gaz collectifs non conformes, sis 3 et 5 rue Notre-Dame du Pré à Pont-Audemer,

ARRETE

Article 1 : L'entreprise MARRON TP est autorisée à neutraliser le stationnement au droit de la zone de chantier, sis 3 et 5 rue Notre-Dame du Pré à Pont-Audemer, afin de procéder aux travaux cités ci-dessus, à compter du mardi 13 Janvier 2026 inclus et ce pendant 20 jours.

Article 2 : L'entreprise MARRON TP est autorisée à **empiéter sur la chaussée au droit des travaux et à basculer la circulation sur chaussée opposée**. Elle sera gérée manuellement et l'entreprise intervenante devra veiller à maintenir une largeur suffisante pour les automobilistes. **La vitesse de circulation sera limitée à 10 km/h.**

Article 3 : La signalisation réglementaire et la déviation pour les piétons, sur trottoir opposé, seront mises en place par l'entreprise intervenante afin de garantir la sécurité des piétons et la circulation des automobilistes.

Article 4 : L'entreprise MARRON TP devra veiller à prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger le domaine public et de **restituer l'espace public à l'état identique initial après son intervention.**

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront relevées selon la réglementation en vigueur.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Pont-Audemer, la Police Municipale, Madame DELBART Karine, l'entreprise MARRON TP, GRDF, le SMUR, les Sapeurs-Pompiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera rendu exécutoire dès sa transmission à l'intéressée.

Fait à Pont-Audemer, le 26 décembre 2025

Pour le Maire et par délégation, le Conseiller délégué, en charge de l'aménagement et des travaux

Richard DUCLOS

